

Il semble qu'il y aura des augmentations de 30 à 40 p. 100. Il n'y a aucun doute, et ce n'est pas fini. Maintenant, je pense qu'il est important de souligner cet aspect pour prouver à la Chambre que si un certain nombre de députés ont posé un certain nombre de questions, que si un certain nombre de députés ont fait certaines déclarations, c'est qu'à titre de Canadiens, ils s'inquiètent et ils sont désireux de connaître le coût de ces olympiades. Ce n'est pas facile, monsieur le président, d'avoir un chiffre exact. Mais entre une évaluation initiale et le coût qui est doublé, je pense que, quand même, il est logique et il n'est pas malhonnête de s'inquiéter et de poser des questions. Donc, compte tenu de ces informations que nous croyons nécessaires, nous avons eu l'occasion de rencontrer le maire Drapeau et M. Rousseau, en tant que membres d'un parti, pour poser un certain nombre de questions, et ce n'était pas des questions négatives. Au contraire, nous voulions savoir certaines choses, et certaines personnes sont tentées de faire croire que l'opposition préparait un filibuster sur cette loi.

Monsieur le président, nous avons passé une journée en comité. Il y a eu des questions pertinentes, des questions intelligentes. Maintenant, on peut bien qualifier la période de temps de ceci et de cela. Je ne crois pas qu'une journée en comité soit considérée comme un «filibuster» et soit exagérée pour l'étude d'un bill quel qu'il soit, et celui-là pertinemment.

Ensuite, nous avons passé une journée ensemble, et il y a eu une série de discours par lesquels certains députés ont manifesté leur inquiétude et posé certaines questions sur la loi et les coûts à venir de ces installations. Je pense que c'est tout à fait légitime de la part des membres de l'opposition, et je pense que cela répond également à la responsabilité du parti de l'opposition officielle, qui a comme responsabilité d'obtenir des informations et de les divulguer au public. Je pense que c'est cela le rôle de l'opposition, et je suis convaincu qu'actuellement nous avons fait notre devoir vis-à-vis de cette loi comme nous tentons de le faire vis-à-vis d'autres lois. Notre parti a raison de proposer certains amendements. On a insisté sur le désir de donner l'assurance aux Canadiens de ne pas être trompés ou «trichés». Nous sentions que la loi ne nous donnait pas suffisamment de précision et n'en donnait sûrement pas suffisamment aux Canadiens.

Le gouvernement a jugé bon de refuser nos amendements. Le ministre des Postes (M. Mackasey) tantôt a été plus loin que d'habitude en nous parlant d'une identification de ces deux pièces un peu plus marquée, un peu plus précise. Et nous espérons, comme nous le demandons d'ailleurs, qu'une identification soit bien précise sur ces pièces pour enlever toute possibilité de spéculation malhonnête. Donc, je pense que nous répondions au désir des Canadiens de façon fort légitime et fort honnête. Or, je n'accepte pas certains propos qui ont été rendus publics et que nous déplorons, nous accusant de faire de la politique surtout ou à tort ou à raison.

Je ne crois pas que les débats, qui ont duré deux jours, aient été empreints de partisanerie. Au contraire. Il y a eu une série de questions. Il y a des témoins au comité qui représentent différents ministères, les mêmes questions sont revenues à d'autres fonctionnaires. Mais, encore là, je ne crois pas que ceci ait été fait simplement dans le but de boycotter ce bill ou de faire en sorte que ce bill ne passe pas. D'ailleurs lorsque le ministre des Postes a laissé penser de façon publique qu'il lui était impossible de retirer ce bill, je n'avais pas compris la position du ministre, qu'il lui était impossible de représenter le bill. Lorsque le maire de Montréal nous avait fait part de l'urgence de

Jeux olympiques

cette législation, nous l'avions compris. Et lorsque le ministre a fait cette déclaration dans l'après-midi, nous avions déjà décidé dans l'avant-midi de faire au gouvernement la proposition de tenir un débat fort limité, comme c'est le cas aujourd'hui, et de se montrer en faveur du principe qui veut que le gouvernement fédéral veuille aider au financement du COJO. Mais de là à accepter une législation sans poser une question, je pense que nous avons ce droit et nous l'avons fait. Aujourd'hui, c'est sur un compromis qui a été accepté par les représentants des partis que nous acceptons également de terminer ce débat cet après-midi, tout en respectant l'urgence de cette législation, pour le bénéfice du COJO.

Monsieur le président, nous avons bien sûr à regretter les amendements que nous avons proposés parce que nous pensions que nous pouvions donner des précisions à cette législation, et que nous pouvions l'améliorer. Le gouvernement peut penser qu'il a dans son groupe de fonctionnaires les personnes les plus compétentes pour présenter une législation qui égalerait la perfection. Si le gouvernement avait la tentation de croire cela je devrais rappeler à ce gouvernement que de toute façon nous avons également certaines compétences. Nous avons des gens qui nous aident, qui nous conseillent, et nous avons senti les lacunes et la faiblesse de cette législation. Et c'est pour ces raisons que nous avons présenté des amendements avec comme seul objectif de mieux servir une population.

Je réfute toute accusation qui voudrait que le parti conservateur progressiste se soit opposé pour le plaisir de le faire, ou pour nuire à ces olympiades qui auront lieu dans la province de Québec. Il est faux de prétendre une telle chose. Je remarquais tantôt mon collègue d'Edmonton-Centre (M. Paproski) qui sollicitait une aide très particulière et identique, tout au moins de ressemblance, avec celle que nous avons via les Jeux que nous connaissons à Calgary prochainement. J'ose espérer que le gouvernement n'hésitera pas à répondre de la même façon, et je suis un de ceux qui, étant de la province, se manifesteront en faveur d'une participation et de subventions généreuses pour réaliser ces Jeux.

Donc, monsieur le président, au sujet de ce débat de troisième lecture, il est fort important de rappeler que comme parti politique nous nous manifestons en faveur du principe d'un financement et je répète qu'il est tout à fait légitime de souligner de temps à autre que nous sommes intéressés à connaître les coûts de ces installations sans pour autant être accusés de négativisme dans nos questions.

J'aimerais également dire qu'à titre de député de ce parti, je peux assurer que nous espérons le succès de ces olympiades. Nous espérons également la participation financière du gouvernement, que ce soit au niveau des services, comme le signalait le député de Maisonneuve-Rosemont en disant que déjà les investissements et les engagements du gouvernement étaient de l'ordre d'au-delà de 100 millions de dollars vis-à-vis de plusieurs ministères qui vont offrir leurs services pour la réalisation de ces olympiades. Nous sommes très heureux de cette participation et j'irai plus loin. J'inviterai le gouvernement à imaginer toute forme d'aide financière ou autre au niveau des services qui pourrait améliorer les services dont auront besoin les athlètes et dont auront également les visiteurs.

Donc, la province de Québec, dans les circonstances, bien sûr, sera visitée par des milliers de personnes dans un an près et ce qui est fort important, je pense, il faut le retenir, ce financement a rapporté déjà à certaines provin-